

*Interpellation présentée par le député:*

*M. Eric Stauffer*

*Date de dépôt : 23 janvier 2008*

*Messagerie*

## **Interpellation urgente écrite**

**Quand la gauche capte les votes lors des élections, en se servant des Maisons de quartier et des travailleurs sociaux, pour faire main basse sur les électeurs**

Il a été porté à ma connaissance les faits suivants :

- des travailleurs sociaux auraient voté à la place de personnes assistées lors de récentes élections en 2007, et ce en faveur des partis de gauche.
- plus généralement, les Maisons de quartier des communes genevoises, prendraient ouvertement parti en faveur de ces mêmes partis de gauche.
- dans les Maisons de quartier, on qualifie les partis de droite de partis anti-jeune, en les dénigrant. C'est en particulier le cas auprès des jeunes des communes suburbaines.
- des mots d'ordre de vote en faveur de la gauche sont également donnés dans ces mêmes Maisons de quartier alors que, me semble-t-il, la raison d'être de ces espaces est d'être au service des citoyens et des jeunes sans prosélytisme politique.

Les cas qui ont été portés à ma connaissance ne sont en aucun cas isolés mais tendent à démontrer une dangereuse dérive, qui est mise en place depuis des années.

Profitant de structures financées par les contribuables genevois, certains partis n'hésitent pas à faire main basse sur la communication auprès d'électeurs souvent fragilisés par leur propre existence et donc plus malléables.

Depuis trop longtemps, les partis de gauche interviennent dans la formation de l'opinion de personnes dépendantes socialement de l'assistance publique. Une fois encore, le prosélytisme politique si il est de bonne guerre lors des campagnes électorales, qui servent à ça, il est tout à fait condamnable lorsqu'il est véhiculé par les services sociaux qu'ils pilotent.

Ces pratiques ne peuvent laisser indifférent dans le cadre de toutes les élections de 2007, puisque la procédure en cours à Vernier contre l'élection de mon collègue de parti vient de me faire découvrir ces pratiques et il ne peut pas être exclu qu'un certain nombre de votes étant favorables aux partis politiques de gauche aient été obtenus par ce procédé.

Par ailleurs, on relèvera de nombreux conflits d'intérêts, entre le social et le politique. Par exemple, prenons le cas d'un candidat socialiste qui s'est présenté au conseil administratif d'une commune suburbaine et qui est également vice-président de la FAS (Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle) laquelle contrôle les centres de loisirs et maisons de quartiers des communes genevoises. Il se trouve donc à la fois juge et partie.

Plus généralement, des services officiels, largement subventionnés par le Canton de Genève, se doivent de respecter une totale impartialité lors des diverses élections et votations.

Je m'inquiète de constater cette étrange passivité envers certains partis politiques, qui sont au-dessus des lois et bénéficient d'une bien étonnante impunité, de cette dérive qui conduit par ailleurs les mêmes politiciens à contester ceux qui les battent dans leur fiefs. Actuellement, c'est le système deux poids deux mesures.

*Ma question au Conseil d'Etat est la suivante:*

*Vu le pouvoir des travailleurs sociaux sur les personnes assistées, et l'influence des Maisons de quartier en particulier sur les jeunes, ne faudrait-il pas lancer une enquête, impartiale et donc conduite par des personnes qui n'ont aucun mandat politique, sur la politisation inquiétante des maisons de quartier et les détournements de vote qui se sont produits ?*